Le CTR convoqué ce 6 juillet 2021 a un ordre du jour dense, dont la majorité des points concerne le retour d'expérience de la crise sanitaire.

La CGT Finances Publiques a démontré auprès des agents pendant des mois de crise sanitaire qu'elle ne se cache pas derrière le dogme de la chaise vide. Bien au contraire, lorsque il ne s'agit pas uniquement d'entériner juridiquement par une instance des projets politiques mortifères pour la DGFiP et ses agents, qui eux relèvent de dogmes libéraux, la CGT participe alors au dialogue social. La CGT se montre déterminée à la défense des intérêts collectifs et individuels des agents et des services publics de la DGFiP.

Mais **la CGT Finances Publiques est un syndicat, pas un « partenaire ».** Son rôle, et celui de ses représentants, est bien d'assurer la défense collective et individuelle des intérêts des agents des finances publiques. Mais au-delà de ce rôle premier, la CGT Finances Publiques porte des valeurs et un projet de société dans lequel : les services publics sont indispensables, ils sont la richesse de celles et ceux qui n'en ont pas, ils assurent la présence de la République partout sur le territoire, ils réduisent les inégalités, ils ont vocation à rendre notre société plus juste et équitable.

Or de nombreuses instances à la DGFiP depuis de nombreuses années, ne proposent que de concerter et donner un avis sur des mesures de recul des services publics et donc de la république, ou encore sur des mesures de régression des droits et garanties des agents.

La CGT Finances Publiques est un syndicat représentatif de la DGFiP, et les agents, qui lui donnent mandat, rejettent massivement toutes les contre-réformes de ces dernières années, et en tout premier lieu le NRP et la loi de transformation de la fonction publique.

La CGT participe donc à ce CTR mais à la lecture des documents transmis, nous pouvons d'ores et déjà affirmer être en désaccord sur l'affirmation que les leçons de la crise sanitaire auraient été tirées. Le constat que cette crise sanitaire a prouvé à nouveau le rôle essentiel de la DGFiP au coeur de l'État et l'investissement des agents des finances publiques est partagé, mais la première leçon aurait donc dû être le renforcement des missions de la DGFiP, de son réseau, du service public qu'elle rend et la reconnaissance de la conscience professionnelle des agents par le renforcement de leurs droits et garantie. Au lieu de cela, le NRP et la loi de la transformation de la fonction publique

sont déclinés à marche forcée pour tenir les délais sur lesquels probablement des engagements ont été pris auprès du gouvernement. La plus flagrante leçon de cette crise sanitaire est et reste la nécessité et le besoin de services publics de pleine compétence et de proximité.

Pour la CGT, il est encore temps de stopper ces réformes qui vont à l'encontre de ce que les citoyens et agents ont besoin et de travailler à l'inverse au renforcement des services publics de la DGFiP.

La CGT restera au côté des agents, des usagers et des élus qui continuent de rejeter ces reculs sans précédents.

Pour la CGT Finances Publiques, d'autres choix sont possibles, ils sont mêmes nécessaires et vitaux à l'aune de cette crise sanitaire.

fichiers: Télécharger ctr_du_6_juillet_2021_bilan_de_la_crise_sanitaire.pdf (241.81 Ko)
Public: Infos / actions
CTR

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank